



Réforme de l'assurance chômage : une attaque contre les journalistes

Avec la nouvelle réforme de l'assurance chômage, ce sont, entre autres, trois mois d'indemnisation en moins pour l'ensemble des journalistes. Préparée en catimini par le gouvernement depuis le mois d'août et annoncée fin mars, il s'agit d'une attaque sans précédent contre les travailleurs et travailleuses, la plus violente d'une série d'offensives contre les travailleurs privés d'emploi, qui se multiplient depuis 2017, dénoncées par toutes les organisations syndicales et une grande partie de la population.

Les seules à soutenir encore la réforme : les organisations patronales, trop contentes d'une nouvelle étape dans la stratégie de flexibilisation et de casse sociale caractéristique du mandat d'Emmanuel Macron.

Dans toutes ses expressions publiques, le gouvernement légitime sa réforme par une incantatoire pensée magique. Le projet permettrait de créer des emplois et d'assainir les finances de l'Etat. Ne nous y trompons pas : à l'heure où le chômage remonte, il s'agit de pousser les travailleurs et travailleuses à adopter des stratégies de survie et à accepter des emplois précaires, des contrats courts. Héritier du programme du Conseil national de la résistance, auto-financé par le travail des salariés eux-mêmes, le régime n'est par ailleurs pas en danger financier.

Le détail de l'annexe 1, qui fixe les règles d'indemnisation des journalistes rémunérés à la pige, nous a été transmise le 5 juin 2024. Eux aussi perdront trois mois d'indemnisation. Une division presque par deux de leurs droits depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron.

Dans un système où les journalistes rémunérés à la pige sont déjà précarisés, alors même qu'ils sont des acteurs majeurs de la qualité de l'information, l'enjeu dépasse les simples conditions de travail : il s'agit de défendre une information de qualité pour toutes et tous et l'existence de voix plurielles dans la presse.

La même question se pose pour les journalistes en poste. Dans de nombreuses rédactions, les conditions de travail se précarisent. C'est particulièrement vrai dans les médias acquis par les milliardaires, dont les théories libérales et les idées souvent d'extrême-droite s'accompagnent de violentes casses sociales. Attaquer l'assurance chômage, c'est rendre plus difficile le choix du départ. Une violence de plus pour nos confrères et consœurs déjà largement attaqués.

En tant que travailleurs et travailleuses, en tant que militants et militantes pour une information de qualité, en tant que journalistes, nous devons réagir avec force face à cette nouvelle attaque.

Le SNJ-CGT appelle l'ensemble de ses membres à se joindre massivement aux initiatives portées par la CGT sur tout le territoire.

Six-Fours-les-Plages (Var), 7 juin 2024.